

Master pro Géographie, aménagement, environnement parcours Territoires, villes et santé

Une formation unique en France : Villes, territoires, santé et inégalités | Environnement et santé | Diagnostics locaux de santé

Géographie et santé

Les géographes sont de plus en plus sollicités pour aider à la décision dans l'élaboration et l'évaluation de politiques locales, régionales de santé publique visant à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé principalement dans les villes.

Le master forme des professionnels capables d'éclairer la décision publique par :

- une analyse de l'organisation des territoires en lien avec la santé : inégalités d'accès et de recours aux soins préventifs et curatifs, offre et activité du système de soins, états de santé de la population ;
- des diagnostics locaux de santé pour cibler populations, espaces et thématiques pour des programmes d'action et évaluer l'impact de ces programmes ;
- une ingénierie de veille, d'observation des mutations des territoires, de la santé et du social (traitement d'informations variées, cartographie, SIG, données de santé...).

Le master forme des chercheurs et des experts travaillant dans les pays du nord comme dans les pays du sud.

Direction

Myriam Baron
Stéphane Rican

L'équipe enseignante

Des spécialistes dans le champ des sciences humaines et sociales, de la santé environnementale et de la santé publique.

Une équipe interdisciplinaire composée de géographes, épidémiologistes, démographes, statisticiens, entomologistes, spécialistes de l'action territoriale etc.

De nombreux intervenants extérieurs, professionnels de l'aménagement, du développement territorial et de la santé publique.

Conditions d'accès

Être titulaire d'un niveau licence :

- en sciences sociales, aménagement (géographe, démographe, sociologue, urbaniste etc.) ;
- en sciences de la santé (médecin praticien, para-médicaux, vétérinaire, épidémiologiste, entomologiste, etc.) ;
- en sciences de l'ingénieur.

Être professionnel en activité (formation continue)

Les partenaires

Internationaux au sud et au nord

Centre de malariologie, parasitologie et entomologie de Vientiane (Laos), Institut national de santé publique (Laos), Centre international de recherche médicale de Franceville (Gabon), Institut de recherche pour le développement (Afrique, Asie du Sud-Est, Amérique du Sud), Réseau africain de santé urbaine, universités de Dakar et Saint Louis (Sénégal), université de Berkeley (Californie, USA), université de Chulalongkorn (Bangkok, Thaïlande).

Nationaux

Institut de veille sanitaire (InVS), Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), association « Élus santé publique et territoires » (ESPT), Plateforme nationale des ateliers santé ville, École des hautes études en santé publique (EHESP), Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes), Institut national du cancer (INCa), Ligue contre le cancer, Samu social, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes), Réseaux de soins et de promotion de la santé, Institut de recherche en santé publique (Iresp), Union régionale professionnelle santé médecins Ile-de-France (URPS Médecins IDF), Société française de santé publique (SFSP), etc.

Régionaux

Agences régionales de santé (ARS), instances régionales d'éducation et de promotion de la santé (Ireps).

Locaux

De nombreuses collectivités territoriales, des associations et des réseaux de soins.

Organisation de la formation

Une formation en un ou deux ans, s'appuyant sur un réseau de chercheurs et de professionnels. Chaque année :

- 5 mois d'enseignement théorique, dont une formation aux outils : statistique, épidémiologie, système d'information géographique, cartographie assistée par ordinateur, techniques d'enquêtes quantitatives et qualitatives, montage et gestion de projet ;
- un diagnostic local (sous forme de projet tutoré) au 1^{er} semestre : travail d'expertise de groupe encadré par les enseignants, répondant à une commande venant d'acteurs publics. Ce travail constitue une première expérience professionnelle encadrée pour les étudiants, diffusée en France et valorisable dans leur CV ;
- une alternance entre des cours magistraux et des études de cas, des séminaires présentant l'actualité de la recherche, des interventions de professionnels variés en exercice ;
- 4 mois de stage (2^e semestre) permettant un travail de recherche personnelle sur le terrain et facilitant l'insertion professionnelle institutionnelle ;
- un enseignement personnalisé en fonction de la formation antérieure et des objectifs professionnels de l'étudiant ;
- l'équipe enseignante s'assure que les stages des étudiants sont systématiquement réalisés dans des structures offrant un cadre professionnel et institutionnel ou de recherche, facilitant l'insertion à venir.

et développement

Paris ouest Nanterre La Défense | Paris est Créteil

Pour quels métiers ?

Les débouchés professionnels sont variés :

- chercheurs et chargés de missions dans des organismes de recherche publics ou parapublics (Institut de recherche pour le développement, Institut de veille sanitaire, Institut national de la santé et de la recherche médicale, observatoires régionaux de la santé, Institut de recherche et documentation en économie de la santé);
- chargés d'études dans des agences nationales et régionales (ministère, caisses primaires d'assurance maladie, structures d'organisation du dépistage des cancers, Institut national pour la prévention et l'éducation à la santé...);
- chargés de missions dans des services prévention santé de conseils généraux et de municipalités, des Ateliers santé-ville, des collectivités territoriales, des observatoires locaux de la santé et du social, des ONG (Médecins sans frontières, Médecins du monde, Handicap international...);
- experts auprès d'organismes internationaux (Union européenne, FAO, OMS);
- consultants auprès de cabinets d'études privés (diagnostics territoriaux, évaluation de plans régionaux de santé publique, etc.).

Contacts

Secrétariat (Paris ouest)

David Dossin
Département de géographie
200 avenue de la République
92001 Nanterre Cedex
Téléphone : 01 40 97 75 58. Courriel : david.dossin@u-paris10.fr

Secrétariat (Paris est)

Brigitte Tremblay
Faculté des lettres, langues et sciences humaines
61 avenue du Général-de-Gaulle
94010 Créteil Cedex
Téléphone : 01 45 17 10 91. Courriel : tremblay@u-pec.fr

Équipe scientifique et pédagogique

- Myriam Baron
Courriel : myriam.baron@u-pec.fr
- Audrey Bochaton
Téléphone : 01 40 97 98 24. Courriel : abochaton@u-paris10.fr
- Hélène Charreire
Téléphone : 01 42 17 57 82. Courriel : helene.charreire@u-pec.fr
- Stéphane Rican
Téléphone : 01 40 97 75 53. Courriel : srican@u-paris10.fr
- Zoé Vaillant
Téléphone : 01 40 97 98 08. Courriel : zoe.vaillant@u-paris10.fr

Cette nouvelle rubrique est réalisée par les conseillers pour les affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.



Maroc

Service sanitaire obligatoire pour réduire les disparités géographiques

Intervenant lors d'une conférence de presse, M. Louardi, ministre de la Santé, a fait état de disparités géographiques qui font que 45 % des médecins exercent sur l'axe Rabat-Casablanca, tandis que 24 % seulement travaillent en milieu rural, ce qui entraîne un déficit flagrant de cadres médicaux dans ces régions. Le projet du service sanitaire obligatoire (SMO), en l'état d'avant-projet de loi, vise à assurer une meilleure répartition des professionnels de santé (médecins, infirmiers...). Il consisterait à rendre obligatoire, à l'issue de leurs études, deux années de service dans les régions à faible densité médicale. Le service sanitaire obligatoire devrait coûter environ 1 milliard de DH (93 millions d'euros). Les professionnels concernés percevraient, en sus du salaire, des indemnités spéciales pour service dans les zones éloignées. Les médecins et les infirmiers devant effectuer leur SMO auront le même rang et les mêmes responsabilités que ceux engagés dans la fonction publique. Les futurs médecins (en grève contre ce projet) réclament donc qu'une promesse d'embauche dans le secteur public leur soit faite à l'issue de ces deux années.

STEPHAN CLÉMENT



Allemagne

Les réserves des caisses de l'Assurance maladie allemande excédentaires de 15,2 milliards au premier semestre

À titre de comparaison, son homologue française cumulait 104,8 milliards de déficit fin 2014. De fait, l'équilibre financier de l'Assurance maladie est un objectif prioritaire pour l'Allemagne. En cas de désé-